

**Université d'Ottawa**

**Faculté des Génie**

**Devoir 2**

**présenté à**

**Monsieur Claude D'Amours**

**dans le cadre du cours**

**“Pratique Professionnel”**

**CSI 2911**

**par**

**Maxime Côté-Gagné (8851539)**

**1 février 2018**

**1. Les membres du conseil du PEO sont élus et nommés. Qui élit les membres et qui nomme les membres?**

Les membres de l'Ordre élus sont élus par leurs pairs conformément aux règlements. Les membres de l'Ordre nommés sont nommés par le lieutenant-gouverneur de l'Ontario(en conseil).[1]

**2. Quelles sont les fonctions principales du bureau canadien d'agrément des programmes de génie (BCAPG) et de la Société canadienne de l'informatique (CIPS)?**

Le bureau canadien d'agrément des programmes de génie(BCAPG) a pour mandat d'agréer les programmes de génie de premier cycle qui procurent aux futurs ingénieurs les connaissances nécessaires pour être admis à titre d'ingénieurs au Canada.[2] La société du traitement de données canadienne(CIPS) a pour mandat d'élaborer et maintenir des normes en matière de qualifications scolaires qui fournissent une base appropriée à ceux qui souhaitent suivre une carrière dans les systèmes informatiques ou d'information.[3]

**3. Quel type de permis d'ingénieur peut être délivré à une personne qui possède toutes les exigences pour l'obtention du permis, à l'exception des 12 mois d'expérience en génie canadien? Quel type de permis peut être accordé à une personne titulaire d'un permis d'ingénieur dans une autre province?**

Quelqu'un avec les exigences pour l'autorisation mais sans expérience canadienne de 12 mois peut demander un permis provisoire.[4] Si une personne titulaire d'un permis d'un autre province ou territoire du Canada peut alors demander un permis temporaire.[5]

**4. Les informaticiens ont-ils besoin du EATI pour pratiquer sa profession? Quels sont les avantages de l'EATI?**

Les informaticiens n'ont pas besoins du EATI pour pratiquer leur profession, car l'EATI n'est pas un permis et personne n'est exclu s'il ne le possède pas.[6] Par contre, avoir l'EATI à ses avantages. Premièrement, sur le plan du statut social et sociétal. Par exemple, les informaticiens professionnels ont des responsabilités similaires à celles de la société et donc les autres professionnels, les membres du public et des médias doivent savoir qui consulter.[7] Deuxièmement, pour de raisons juridiques. Par exemple, les juges et les avocats

doivent savoir qui peut être considéré comme un témoin expert dans une affaire judiciaire impliquant l'informatique ou les technologies de l'informatique. Aussi, Le dirigeant des informations (CIO) d'une société doit savoir qui a l'expertise pour certifier que la société a respecté les lois et les réglementations.[8]

Troisièmement, nous avons besoin de meilleurs logiciels et de meilleures technologies informatiques ce qui implique donc de meilleures personnes pour les développer. Nous avons donc besoin d'un statut professionnel ayant certaines exigences sur les compétences. À l'avenir, les clients et les employeurs voudront embaucher une personne étant certifiée pour être en confiance avec cette dernière. Dernièrement, la qualité des produits et des services remis à la société devraient être de plus en plus meilleurs.[9]

#### Références:

- [1] Claude D'amours, "Régulation, agrément de programmes, licence, certification", p. 15, paragraphe 2.
- [2] «Accreditation Board», Engineers Canada, <https://engineerscanada.ca/accreditation/accreditation-board>, 2018.
- [3] «Accreditation», CIPS, <http://www.cips.ca/accreditation>, 2018.
- [4] Claude D'amours, "Régulation, agrément de programmes, licence, certification", p. 46.
- [5] Claude D'amours, "Régulation, agrément de programmes, licence, certification", p. 49.
- [6] Claude D'amours, "Régulation, agrément de programmes, licence, certification", p. 59.
- [7] Claude D'amours, "Régulation, agrément de programmes, licence, certification", p. 60, paragraphe 1.
- [8] Claude D'amours, "Régulation, agrément de programmes, licence, certification", p. 60, paragraphe 2.
- [9] Claude D'amours, "Régulation, agrément de programmes, licence, certification", p. 61.